

Investissements

Opération séduction à Londres

Le Maroc a raison de se manifester en ces temps de crise internationale. Quelques signaux de reprise sont là. C'est le moment de se placer sur l'échiquier international pour préparer l'après crise. C'est ce qui a probablement poussé l'ambassade du Maroc au Royaume-Uni, en collaboration avec l'Agence Marocaine de Développement des Investissements (Amdi) et la City de Londres, à réagir en organisant une grande-messe sur l'investissement. La princesse Lalla Joumala Alaoui, l'ambassadrice, a réussi à attirer du beau monde côté délégation marocaine. L'évènement, une première du genre, sera reconduit chaque année. Le marché britannique, qui est aussi une plaque tournante, est dans la ligne de mire.

DNES À LONDRES SALOUA MANSOURI



Princesse Lalla Joumala Alaoui, en compagnie de Taïb Fassi Fihri, ministre des Affaires étrangères et de Lord Davies of Abersoch, ministre d'Etat britannique au Commerce et à l'Investissement.

«**P**arfois, on me rapporte que le Maroc développe ses relations avec des pays privilégiés. Aujourd'hui, je le dis fermement, le Maroc travaille de manière transparente sans aucun favoritisme». Cette déclaration, Taïb Fassi Fihri, ministre des Affaires Etrangères, se devait de la prononcer dans son discours devant le parterre d'investisseurs britanniques mais aussi d'autres nationalités. Il a rassuré. C'est que pour les opérateurs étrangers, le Maroc a tendance à avantager des

pays comme la France et l'Espagne. C'est normal. L'histoire y est pour beaucoup. Mais aujourd'hui, on ne veut plus s'en contenter. Nos responsables tiennent à élargir les horizons et surtout, à réduire le gap qui existe entre le niveau des échanges des deux premiers partenaires du Maroc, la France et l'Espagne, qui devancent de très loin les autres pays qui arrivent en troisième, quatrième, cinquième... position. Fathallah Sijilmassi, le directeur de l'Agence Marocaine de Développement des Investissements (Amdi), y tient. Et le fait de

collaborer à l'organisation de la Conférence annuelle de l'investissement au Maroc est un signe qui ne trompe pas. Les Marocains prennent les choses en main pour aller chercher le business là où il se trouve. Et ils déploient les grands moyens. Grâce au soutien du Lord Maire de la City de Londres, l'évènement s'est tenu au cœur de la cité financière, à la Mansion House, fief de la finance internationale. C'est un endroit où il fait bon être pour capter l'attention des investisseurs britanniques, mais aussi ceux du reste du monde. Le nombre des

participants a dépassé les espérances des organisateurs : 350 personnes, Marocains et étrangers.

Faible participation sur le marché boursier

Parmi eux, des représentants d'un fonds gouvernemental de l'Emirat d'Abu Dhabi n'ont pas hésité à faire le déplacement jusqu'à Londres pour tâter le pouls. « Nous sommes venus ici pour avoir des réponses à nos interrogations : l'Etat aide-t-il les entreprises, le marché est-il davantage ouvert aux étrangers, les entreprises sont-elles solvables ? », confie l'un d'eux. Cet investisseur s'intéresse au contexte dans lequel évoluent nos entreprises. Il investit pour l'instant sur le marché boursier à travers des opérations sur des valeurs comme Attijariwafa Bank et Addoha. « Nous nous intéressons aux entreprises de grandes capitalisations qui sont assez liquides. Maroc Telecom retient aussi notre attention. La valeur a certes bien performé pour le marché marocain mais comparativement aux marchés émergents, nous pensons qu'elle est encore en deçà de nos attentes », ajoute-t-il. Karim Hajji, le directeur général de la bourse, a donc du pain sur la planche pour réussir à séduire les investisseurs étrangers avides de grosses « capi » liquides. Il devait se réunir avec le patron de la bourse londonienne le jour de la tenue de la Conférence, sans que des projets concrets soient pour autant programmés. Son intervention a plutôt consisté à présenter à l'assistance l'évolution et les ambitions du marché : introduction de 75 nouvelles sociétés d'ici à 2015, attrait de dizaines de milliers d'investisseurs... « Nous voulons donner à Casablanca la place qu'elle mérite. Notre place a de belles valeurs, avec un rendement annuel moyen de 15% au cours de ces dernières années, ce que peu de bourses

dans le monde ont pu procurer », soutient Hajji. Malgré cela, les investisseurs étrangers ne sont pas encore totalement convaincus. Ils investissent encore modestement sur notre bourse, quoique leur participation soit en légère hausse cette année. Selon les dernières statistiques du Conseil Déontologique des

Valeurs Mobilières, la part des volumes de transactions des personnes morales étrangères sur le marché central est passée de 13% au premier trimestre 2009 à 21% au troisième trimestre de la même année. Concernant les personnes physiques étrangères, leur part reste quasiment la même.

Elle tourne aux alentours de 1,4%. Sur le marché de bloc, les personnes morales n'ont rien investi entre les mois d'avril et de juillet, alors que leur part représentait 14,2% au premier trimestre. Les personnes physiques étrangères, elles, ont adopté le comportement inverse. Au cours du premier semestre, elles étaient absentes sur le marché. De juillet à septembre, elles sont apparues timidement sur le marché (1,2% des volumes).

L'absence de documents en anglais est un faux problème

Pour les opérateurs présents lors de la Conférence, le manque d'implication sur le marché boursier trouve son origine dans la forme de la publication des données financières des entreprises cotées. Un participant n'a pas manqué de souligner que moins de 30% de ces entreprises ont un rapport financier complet et que moins de 10% publient leurs comptes en anglais. Le reporting financier cause des soucis. Le représentant du fonds d'Abu Dhabi nous a exprimé le même regret. Karim Hajji a annoncé que son institution travaillait sur ce chantier. Mais, précise-t-il, « nous ne pouvons pas demander aux PME par exemple des rapports trimestriels, et en anglais. Cela les surchargerait ». Les investisseurs ont besoin d'informations fraîches régulièrement, mais ce qui est problématique, c'est que la barrière de la langue freine l'acte d'investissement. Est-il si compliqué de traduire des documents financiers ? Salah Eddine Mezouar, l'argentier du Royaume, a pourtant voulu faire un geste. « Je m'engage à mettre en place un dispositif pour accompagner et aider les PME, notamment à assurer une communication financière pour des reporting en anglais ». A retenir.

TÉMOIGNAGE

Mehdi Ksikes, Portfolio Management,
New Amsterdam Capital

“Le Maroc est une sérieuse alternative”

L'organisation de la Conférence annuelle de l'investissement au Maroc à Londres est une excellente initiative et le timing est bien choisi, malgré la crise internationale. Le moment est idéal pour faire parler du Maroc et faire connaître ses différentes potentialités. Maintenant, c'est un travail éducatif qui doit être réalisé, un travail qui permettra de mieux faire connaître le Maroc aux yeux des investisseurs de manière structurée. Il est important aussi de mettre en avant ses institutions, le professionnalisme du gouvernement, des acteurs privés, et de donner aux investisseurs tous les éléments pour prendre

en compte le Maroc lorsqu'ils délocalisent leur production ou diversifient leurs investissements. Je pense que l'opportunité est là. Des réunions à haut niveau « one to one » sont programmées. Toutes les questions préliminaires peuvent être abordées et normalement, les contacts devront suivre. Beaucoup d'investisseurs, déjà présents au Maroc dans les domaines des technologies de l'information ou dans la finance, sont venus assister à cette journée. Beaucoup d'entre eux comptent augmenter leurs investissements ou pensent au Maroc comme une sérieuse alternative.

Maroc/Grande-Bretagne en chiffres (année 2008)

Exportations :

5,2 milliards de dirhams

Importations :

8,9 milliards de dirhams

Tourisme :

275.000

touristes pour des recettes de

4,02 milliards de dirhams

Recettes MRE :

1,8 milliard de dirhams

Investissements :

1,6 milliard de dirhams

Les bonnes affaires dans les énergies renouvelables

Comme la finance, le secteur énergétique a lui aussi suscité l'intérêt des entreprises spécialisées venues nombreuses assister à la Conférence. C'est que le Maroc a émis un signal fort ces derniers temps sur sa volonté de faire des énergies renouvelables un de ses credo. Le Royaume-Uni est une cible importante, puisque beaucoup d'acteurs majeurs (qui peuvent aider le Maroc dans sa diversification) y sont présents. « L'audience a fortement réagi au nouveau plan d'énergie renouvelable, car c'est une dimension qui est donnée depuis longtemps à l'économie britannique que beaucoup de sociétés ont développé des solutions intéressantes dans ce domaine », indique Mustapha Terrab, le patron de l'OCP intervenant en tant que co-président du Moroccan British Business Council (MBBC). Ce n'est donc pas un hasard si nos responsables ont voulu organiser des « tête-à-tête » avec des sociétés spécialisées (certaines sociétés écossaises sont réputées dans l'énergie solaire et plus particulièrement celle de la houille). D'autres sont venus simplement s'enquérir des opportunités à saisir. Et désormais, il y en a un sacré nombre. « Le Maroc s'intéresse beaucoup aux mécanismes d'environnement propre. Le crédit carbone est un créneau à retenir », fait remarquer le Lord Maire de la City de Londres, Alderman Ian Luder. Ce sont là autant de pistes qui devraient être suivies. Les engagements sont pris à plusieurs égards. « Nous devons travailler ensemble pour étudier les possibilités de partenariats et relayer les messages pour encourager les acteurs à développer les échanges », a retenu Lord Davies Of Abersoch,

Q & R

Ahmed Réda Chami, ministre du Commerce et de l'Industrie «L'Energie pourrait devenir un créneau d'Emergence»

Challenge : Quelles sont vos attentes d'une manifestation telle que la Conférence Annuelle de l'Investissement au Maroc organisée à Londres
Ahmed Réda Chami : L'intérêt est d'avoir une meilleure visibilité sur le marché anglais. Traditionnellement, nous avons toujours ciblé les marchés français et espagnols. Aujourd'hui, il est temps pour nous d'étendre nos actions à d'autres marchés.

C. : Est-ce que cela veut dire que les marchés français et espagnols saturent ?

A. R. C. : Ces marchés ne saturent pas. En termes d'attraction des investissements étrangers, ils représentent à eux deux une part de 70%. Nous devons donc travailler sur les 30% restants. Le Royaume-Uni peut être un marché extrêmement porteur pour le Maroc. Nous sommes venus à Londres pour montrer aux Britanniques et aux autres investisseurs le nouveau visage du Maroc, qui a changé ces dix dernières années. Nous présentons les différents projets et leur expliquons pourquoi il fait bon investir au Maroc. Sincèrement,

je pense que nous avons de très bons arguments.

C. : Existe-t-il des métiers porteurs qu'il faut cibler en particulier ?

A. R. C. : Les métiers que nous présentons sont les métiers du Plan Emergence. Nous devons rester cohérents par rapport à l'approche. Notre ministre de l'Energie et des Mines va aussi présenter les projets dans l'énergie. Il existe de nombreuses opportunités à saisir. J'ai demandé au Premier ministre d'activer une circulaire sur laquelle nous misons pour mettre en pratique les projets industriels. Concernant les grands projets énergétiques par exemple, nous devons réussir à attirer des investisseurs pour qu'ils produisent une partie des équipements au Maroc. Il n'est pas question que les opérateurs importent seulement du matériel, sans créer de la valeur ajoutée. Nous serons fermes à ce niveau. L'énergie de demain (équipement pour la production d'énergie) pourra alors devenir un créneau d'Emergence. Ce n'est pas le cas actuellement mais cela pourrait le devenir.



C. : Pensez-vous que le moment soit bien choisi, compte tenu de l'étendue de la crise internationale, pour vanter les mérites du Maroc ?

A. R. C. : En effet, le moment est opportun. Nos amis européens devront intégrer le fait que nous sommes pour eux une solution. Le Maroc peut jouer le rôle que le Mexique joue pour les Etats-Unis. C'est un challenge à relever. Nous devons aussi nous atteler à exécuter nos promesses en matière de création de zones industrielles, de guichet unique, de formation des ressources humaines, d'aides...

Ministre d'Etat au Commerce et à l'Investissement. Et de poursuivre : « avec les responsables marocains, nous devons, dans les jours à venir, nous assurer la mise en place de plans détaillés et les exécuter ». Toutes les institutions concernées de près ou de loin par les échanges entre les deux pays (ambassades, Amdi, conseil d'affaires, chambres de commerce...) devront alors continuer à faire ce qu'elles faisaient auparavant: promouvoir le Maroc pour concrétiser plus de projets. « Nous voulons construire un vrai partenariat stratégique avec le Royaume-Uni, aidez-nous à le faire ». Mezouar a tendu la perche aux Anglais.

Services financiers de 100 à 500 millions de dollars, une nouvelle niche

La City de Londres, place financière internationale incontournable, compte près de 500 Marocains. Leur présence peut être un élément catalyseur pour approfondir la coopération entre cette place et la place casablancaise. Pour les responsables de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières du ministère des Finances, il est indéniable que « l'expertise acquise par les secteurs bancaires et des assurances marocains, le niveau de sa cotation de crédit et sa présence renforcée sur

les marchés d'Afrique du Nord et de l'Ouest les mettent en meilleure posture pour jouer le relais de la City sur ces marchés, notamment pour la niche des services financiers de taille moyenne (entre 100 et 500 millions de dollars). Ce rapprochement se justifie également par l'importance des investissements des pays arabes du Golfe vers le Maroc, qui souvent transitent par la City. Il en découlerait l'édification d'un « triangle d'or » profitable à toutes les parties concernées ».

» Sahara, le modèle

Il y a 34 ans, 350.000 hommes et femmes Marocains foulaient le sol des provinces sahariennes, enfin récupérées. Que serait le Maroc, aujourd'hui, si Feu SM Hassan II n'avait pas lancé la glorieuse marche verte ? Assurément coupé de ses racines et privé du parachèvement de son intégrité territoriale. Pour ce qui est de l'exploitation de ses ressources naturelles, force est de constater que le Royaume n'a pas encore réalisé le « retour sur investissement » qu'il est en droit d'en espérer, au regard de l'effort colossal qui a été consenti pour tout construire dans la région. Des villes, des ports, des centaines de kilomètres d'infrastructures de base, des aéroports... ont dû être édifiés pour que la population locale puisse s'y développer harmonieusement. Tout cela, bien entendu, a un coût mais comparativement aux autres provinces, celles du Sahara marocain ont bénéficié d'une attention particulière parce que l'ancien occupant n'avait rien entrepris pour leur développement. Et c'est à ce niveau qu'il faut rendre hommage au Maroc pour avoir relevé tous les défis en faisant face à la double contrainte politico-économique. Primo, les dépenses militaires supplémentaires occasionnées par l'attitude belliqueuse de notre voisin de l'Est. L'Algérie nous a imposé un conflit de longue durée dans l'espoir de mettre économiquement le pays à genoux. Peine perdue, le front intérieur s'est renforcé ! L'Union du Maghreb Arabe attendra... Secondo la construction des territoires récupérés a été faite dans les règles de l'art sans sacrifier le progrès et le bien-être de la population. On aurait pu se contenter de sécuriser les provinces et voir venir, sans investir. Ce qui n'est pas le cas et ne le sera jamais ! Et, last but not least, l'expérience a conduit à une réflexion puis à la mise en œuvre de l'autonomie de la Région qui sera bientôt étendue à l'ensemble des provinces du Royaume. C'est le grand bénéfice que le pays en a tiré. La Communauté internationale a unanimement salué cette proposition qui ne vise pas seulement à mettre un terme au conflit. C'est une avancée certaine et un modèle dans l'organisation régionale et la décentralisation.

» Les autoroutes de l'énergie

A propos justement du Sahara, des études très sérieuses menées par de grands cabinets pour le compte de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), nous apprennent que ce désert « aride », comme se plaisent à le dénommer les géographes, va jouer un rôle de tout premier plan, au cours des prochaines décennies. A partir de 2030, en effet, il sera possible d'exporter de l'énergie solaire vers les pays nordiques qui en ont besoin en raison de leur faible irradiation. Parce qu'il faut savoir que cette énergie représente 8380 fois la consommation énergétique mondiale, soit environ 11 milliards de tonnes équivalent pétrole (Mtep). En quarante minutes, la terre reçoit du soleil assez d'énergie pour alimenter l'humanité pendant un an ! Or sous nos latitudes, l'irradiation solaire est supérieure à 5kwh / m² par jour alors qu'elle n'est que du quart pour un pays comme la France, par exemple. L'électricité

produite, grâce à des centrales thermiques de nouvelle génération, c'est à dire capables de transformer la lumière naturelle en chaleur avant conversion en électricité, sera « convoyée » par pipeline solaire jusqu'aux destinataires. Les enjeux politiques et économiques que cette solution apportée aux problèmes énergétiques engendrera, sont énormes et ne manqueront pas de provoquer des tensions. D'ici là... Mais elle mettra fin à la dépendance des pays non - producteurs au baril de pétrole et aux interminables discussions sur l'effet de serre, le réchauffement climatique, les émissions de CO₂ dues aux combustibles fossiles, le danger résultant d'une utilisation militaire du nucléaire etc.

En 2013, - c'est dans quatre ans, - la Californie sera dotée d'un parc solaire d'une telle puissance (1300 MW) qu'il sera l'équivalent d'un réacteur nucléaire. Grâce à son projet intégré d'énergie solaire, récemment présenté à SM le Roi, le Maroc produira, pour sa part, 2000 MW à l'horizon 2020 ; sa position stratégique au cœur du pourtour euro-méditerranéen et son exceptionnel ensoleillement (3000 heures / an) en font une plate forme énergétique d'avant garde. Nul doute que le Royaume sera un acteur incontournable dans les « autoroutes » de l'énergie qui apporteront du soleil aux mégapoles d'Europe du Nord. Et du baume au coeur.

» Diplomatie économique

Depuis quelque temps, les responsables marocains se déploient tous azimuts pour présenter les potentialités réelles du pays et surtout, pour attirer l'investisseur étranger. A Paris, Barcelone et tout dernièrement à Londres, ils sont allés à la rencontre des opérateurs économiques pour parler des réformes et des grands chantiers que connaît actuellement le Royaume. Une telle dynamique qui réunit membres du gouvernement et acteurs privés n'est pas remarquable en soi - c'est le cours normal des choses - mais elle prend une tournure nouvelle lorsqu'on note le grand intérêt que porte la diplomatie à sa réussite. Nos ambassadeurs sont, enfin, devenus les VRP dont le Maroc avait cruellement besoin. Ils ne se contentent plus seulement de participer aux événements protocolaires, calfeutrés dans les salons et autres palaces de luxe sous les lambris, mais prennent une part active dans la promotion de l'image du Royaume en tant que pays émergent et politiquement stable. Après la rencontre avec les PME françaises, c'est la City de Londres qui a découvert, cette semaine, le boom socioéconomique du pays et sa volonté de devenir un hub industriel régional. A l'initiative louable de Chrifa Lalla Joumala Alaoui, notre ambassadeur en Grande Bretagne, pas moins de cinq ministres, et non des moindres (Taieb Fassi Fihri, Salahdine Mezouar, Reda Chami et Mme Amina Benkhadra rejoints plus tard par M. Boussaïd), ont participé à la conférence pour renforcer l'attractivité du Royaume. Pas étonnant que le Lord Maire de la City se soit félicité des avancées réalisées au Maroc et manifesté l'intérêt de la Communauté d'affaires britannique. Puisse cette initiative faire de nombreux émules car le pays ne peut gagner des points de croissance que par l'investissement direct étranger (IDE).